

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Conflit homme-faune: le rapport du CESE remis à la Première ministre



Photo: DR

Le président du CESE remettant le rapport à la Première ministre.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

UNE bonne partie de l'arrière-pays est confrontée au conflit homme-faune. En atteste les nombreuses plaintes de ses habitants. Lesquelles portent essentiellement sur les destructions par les pachydermes – une espèce intégralement protégée – de leurs plantations et autres habitations. Une situation qui n'a pas du tout laissé indifférent le Conseil économique, social et environnemental (CESE). À en juger par la récente tournée interprovinciale des membres de l'institution présidée par René Ndemezo'Obiang. À cet effet, durant deux mois, les équipes du CESE ont sillonné

les régions impactées par ledit conflit. Objectif: s'enquérir des dégâts causés par les éléphants et la détresse des victimes. Dans la même foulée, et conformément à ses prérogatives, le CESE a, en retour, proposé des pistes de solution. D'où la remise officielle du rapport d'enquête à la patronne de l'administration, Rose-Christiane Ossouka-Raponda, en présence de certains membres de son gouvernement dont Denise Mekam'Ne Edzidzie épouse Taty et Lee White, respectivement ministre d'État, ministre des Relations avec les Institutions constitutionnelles et les Autorités administratives indépendantes, et ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan

d'affectation des terres. Ce plan met ainsi en évidence la baisse de la production et l'insécurité, deux problématiques majeures. "Nous avons développé les préoccupations des populations gabonaises recueillies dans les neuf provinces", a déclaré René Ndemezo'Obiang. Avant d'ajouter: "La situation est quasiment identique dans toutes les provinces et les populations traduisent les mêmes choses". Non sans préciser que la pauvreté des victimes figure en bonne place dans le document désormais sur le bureau de la Première ministre. Reste maintenant aux départements sectoriels concernés de se pencher sérieusement sur la question.

Les postes de 1er et 3e adjoints au maire d'Akanda désormais pourvus



Photo: L.R.A.

Edmond Bagnet (droite) et Victorien Miyindou Miyindou élus jeudi respectivement 1er et 3e adjoints au maire d'Akanda.

L.R.A.
Libreville/Gabon

EDMOND Bagnet et Victorien Miyindou-Miyindou, tous deux candidats du Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir) ont respectivement été élus, jeudi, aux fonctions de 1er et 3e adjoints au maire de la commune d'Akanda. Candidats uniques, leur élection n'a donné lieu à aucun suspense particulier. Le premier récoltant 32 voix sur 36 votants pour 4 bulletins nuls, soit 88,88 % des suffrages exprimés. Tandis que Victorien Miyindou-Miyindou s'est adjugé 26 voix sur 36 votants pour 10 bulletins blancs. Soit 72,22 % des votes. Au terme du scrutin, les promus ont fait part de leur satisfaction. Edmond Bagnet, dont l'élection s'apparente à une belle promotion après des années de militantisme assidu, a remercié les instances dirigeantes du parti pour la confiance placée en sa

modeste personne. Même expression de reconnaissance chez son collègue. Les deux nouveaux maires adjoints s'engageant à jouer leur partition auprès de l'édile d'Akanda pour le processus de développement de ladite commune. Non sans préciser, l'un et l'autre, être maires de tous les Akandais. Proclamant les résultats de cette élection partielle, le préfet du Komo-Océan, Sébastien Obame-Ogoula, représentant Mme le gouverneur de l'Estuaire empêché, a souhaité plein succès aux nouveaux élus. À noter que le poste de 1er adjoint au maire d'Akanda était vacant depuis les dernières locales après la nomination de Marie-Thérèse Vané comme directeur général du Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul). Et celui de 3e adjoint a été laissé vacant lorsque l'édile actuel de la commune, Yvon-Patrick Rombogouera, a été élu maire central.

Entre nous soit dit

Aux sacripants de Libération, vous repasserez!

Déjà un an que nous subissons l'arbitraire de la Covid-19, avec tous ses effets dramatiques et douloureux. En un demi-siècle, la date du 12 mars était une étape importante dans nos vies. Nous avouons avoir de l'amertume et de la nostalgie de traverser cette date anniversaire sans célébrations, ni agapes de quelque nature que ce soit. Et comme si la providence avait écrit une loi de série particulièrement révoltante aux fins de nous éprouver, voilà que dans un premier temps, le quotidien français Libération offre un espace comme qui dirait fleuve dans ses pages à un compatriote incarcéré, et dont les attendus ainsi que les conclusions du parquet sont connus de tous. Que le reporter de Libération ait usé de ruse de sioux pour approcher l'interviewé n'est pas notre propos. Par contre, nous sommes sidérés par tant de complaisance ambiguë.

Et d'ailleurs notre étonnement n'aura été que de très courte durée. Au fil des écrits à l'encre haineuse et vengeresse du journaliste, c'est un véritable réquisitoire à charge contre les autorités gabonaises qui est charrié par ce flot de fiel et de bile. À ce stade nous pouvons faire la moue, car nous comprenons aisément les tourments que traverse ce média français à la tirelire réduite en peau de chagrin. Plus préoccupant encore, la justice hexagonale qui l'accable par cette arnaque de forum foireux organisé au Gabon en l'an de grâce 2015. Nous en étions là quand éclatent au Sénégal, les émeutes dites de l'affaire Sonko. La chaîne de télévision franco-allemande Arte a consacré un débat à ce sujet brûlant et suffisamment racoleur pour ce média à l'audience confidentielle. Le panel d'invités

incluait une certaine Maria Malagasi, journaliste autoproclamée spécialiste de l'Afrique, et tenez-vous bien, comme par hasard salariée de la feuille de chou Libération. Cette passionaria de la gauche bien-pensante, et surtout de la sottise établie, va laisser de côté ce pour quoi elle était invitée, à savoir "pourquoi les émeutiers s'en prenaient-ils aux intérêts français en terre de la Teranga?". Contre toute attente, elle va se lancer dans une diatribe stupéfiante sur le Gabon, rendant tour à tour Omar Bongo Ondimba et Ali Bongo Ondimba responsables de tous les travers que connaît l'Afrique francophone. On croirait rêver! Au Gabon, nous sommes dans la sérénité et la paix. Ces manœuvres d'intimidation d'une certaine presse hexagonale ont vécu. Elles n'auront plus cours, car simplement nous nous assumons avec dignité et fierté. Bassé!

Teddy OSSEY